

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**BANQUE BIA**

Société Anonyme au capital de 158.100.000 euros  
Siège social : 67, avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris  
302 590 070 RCS Paris

**I. — Bilan**  
(En euros)

ACTIF	31-déc-23	31-déc-22	Variation 1 an
CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP	4 457 901	3 274 907	36.12%
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES			
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	441 137 272	186 896 578	136.03%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	99 054 759	119 935 851	-17.41%
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	18 975 130	20 092 387	-5.56%
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	1 247 526	19 265 831	-93.52%
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LG TERME	97 209	143 299	-32.16%
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES			
CREDIT-BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT			
LOCATION SIMPLE			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	35 516	50 268	-29.35%
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	780 381	841 063	-7.21%
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE			
ACTIONS PROPRES			
COMPTES DE NEGOCIATION ET DE REGLEMENT			
AUTRES ACTIFS	1 683 834	20 568 759	-91.81%
COMPTES DE REGULARISATION	911 209	1 728 067	-47.27%
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>568 380 737</b>	<b>372 797 009</b>	<b>52.46%</b>

PASSIF	31-déc-23	31-déc-22	Variation 1 an
BANQUES CENTRALES, CCP			
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	216 321 234	65 542 614	230.05%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	222 682 673	156 298 388	42.47%
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE			
AUTRES PASSIFS	1 190 816	1 719 898	-30.76%
COMPTES DE REGULARISATION	7 115 904	2 637 441	169.80%
COMPTES DE NEGOCIATION ET DE REGLEMENT			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	5 205 036	26 558 874	-80.40%
DETTES SUBORDONNEES			
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX			
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG			
CAPITAL SOUSCRIT	158 100 000	158 100 000	
PRIMES D'EMISSION			
RESERVES	1 816 000	1 816 000	
ECART DE REEVALUATION			
PROVISIONS REGLEMENTEES ET SUBVENTIONS D'INVEST			
REPORT A NOUVEAU (+/-)	-39 876 204	-26 725 139	49.21%
RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	-4 174 721	-13 151 066	-68.26%
RESULTAT EN INSTANCE D'AFFECTATION			
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>568 380 737</b>	<b>372 797 009</b>	<b>52.46%</b>

HORS-BILAN	31-déc-23	31-déc-22	Variation 1 an
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	5 256 548	3 710 058	41.68%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	187 582 048	200 601 131	-6.49%
ENGAGEMENTS SUR TITRES			
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT			
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	20 800 738	10 732 783	93.81%
ENGAGEMENTS SUR TITRES			

## II. — Compte de résultat

	31-déc-23	31-déc-22	Variation 1 an
+ INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	19 246 843	5 866 466	228.08%
- INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	-9 609 684	-694 731	1283.22%
+ PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET ASSIMILEES			
- CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET ASSIMILEES			
+ PRODUITS SUR OPERATIONS DE LOCATION SIMPLE			
- CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATION SIMPLE			
+ REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	62 112		
+ COMMISSIONS (PRODUITS)	931 206	892 403	4.35%
- COMMISSIONS (CHARGES)	-217 220	-187 178	16.05%
+/- GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	42 469	175 059	-75.74%
+/- GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	834 174	-5 636 506	-114.80%
+ AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	20 446	21 954	-6.87%
- AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		-2 743	
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>11 310 346</b>	<b>434 725</b>	<b>2501.72%</b>
- CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-12 428 048	-11 636 279	6.80%
- DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	-155 278	-231 202	-32.84%
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>-1 272 979</b>	<b>-11 432 756</b>	<b>-88.87%</b>
COUT DU RISQUE	-1 953 704	-2 463 934	
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-3 226 683</b>	<b>-13 896 690</b>	<b>-76.78%</b>
+/- GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES	43 112	937 918	
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	<b>-3 183 571</b>	<b>-12 958 772</b>	<b>-75.43%</b>
+/- RESULTAT EXCEPTIONNEL	7 838	-192 294	
- IMPÔTS SUR LES BENEFICES (+/-)	-998 988		
+/- DOTATIONS/REPRISES DE FRBG ET PROVISIONS REGLEMENTEES			
<b>RESULTAT NET</b>	<b>-4 174 721</b>	<b>-13 151 066</b>	<b>-68.26%</b>

## III. — Annexes des comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

### 1. Principes comptables et présentation des états financiers

Les comptes de la Banque BIA sont établis et présentés conformément aux dispositions issues du règlement de l'Autorité des Normes Comptables « ANC2014-07 », dans le respect du principe de prudence, de continuité d'exploitation, d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes.

### 2. Intérêts et commissions

Les intérêts et commissions assimilés sont comptabilisés pour leur montant couru, constatés prorata temporis. Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondants à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation.

### 3. Conversion des comptes et états financiers en devises.

Les créances, dettes, engagements hors-bilan, libellés en devises (hors zone de la monnaie unique) sont convertis en Euros aux cours de change déterminés par la Banque de France à la clôture de l'exercice. Les produits et charges en devises, relatifs à des prêts, des emprunts et assimilés, des titres ou des engagements hors-bilan, sont convertis en euros au cours du comptant lors de leur passation dans le compte de résultat mensuellement.

#### **4. Opérations de change**

Les gains et pertes de change résultant de la réévaluation des comptes de position sont portés en résultat à chaque fin de période. Les contrats de change non dénoués à la date de clôture, et couverts par des opérations au comptant, sont réévalués au cours du comptant de fin d'exercice. Les reports et déports calculés lors de la conclusion des contrats sont enregistrés prorata temporis en compte de résultat.

#### **5. Immobilisations**

Les immobilisations figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition décomposée selon le règlement ANC2014-03 diminuées des amortissements calculés selon le mode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation prévue, conformément au règlement ANC2014-03. Les immobilisations incorporelles correspondent aux logiciels informatiques.

#### **6. Titres**

Les « obligations et autres titres à revenu fixe » sont constitués de titres de type obligataires. Les primes et décotes sont amorties de façon linéaire suivant la durée de l'engagement.

Les obligations détenues sont soit classées en titres de placement soit en titres d'investissement selon l'objectif de conservation des titres jusqu'à l'échéance.

Au 01 avril 2023, à la mise en place de son portefeuille d'investissement la BIA a décidé de transférer trois titres détenus en portefeuille de placement en portefeuille d'investissement.

Les actions et autres titres à revenu variable sont composés d'OPCVM et de titres de type actions cotés estimés au plus bas du coût, du prix de revient ou de la valeur du marché. Ils sont classés en portefeuille de placement.

La rubrique « Participations et activité de portefeuille » comprend des titres de participation détenus de façon durable et comptabilisés au plus bas du prix de revient et de leur valeur déterminée sur la base de l'actif net.

#### **7. Créances et engagements de signature**

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07. Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat. En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

##### **a. Créances saines**

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées ; elles demeurent dans leur poste d'origine.

##### **b. Créances douteuses**

Les encours douteux sont des encours porteurs d'un risque de crédit correspondant à l'une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins. Il ne peut être dérogé à cette règle que lorsque des circonstances particulières démontrent que les impayés sont dus à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré (situation financière dégradée par exemple) ;
- lorsqu'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures collectives (redressement, liquidation judiciaire) ainsi que les assignations devant un tribunal international.

En application des dispositions de l'article 2221 du règlement ANC2014- 07, une distinction est pratiquée, au sein de l'ensemble des risques de crédits, entre les encours sains, les encours douteux et les encours douteux compromis. Les encours douteux sont déclassés comptablement en encours douteux compromis, lorsque les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et lorsqu' un passage en perte à terme est envisagé. Les intérêts ne sont plus comptabilisés après le transfert des créances en encours douteux compromis.

Au regard des dispositions de l'article 2221-5 du règlement ANC 2014- 07, les créances restructurées font l'objet d'un reclassement en encours sain. Sur ces créances, il est également procédé à l'enregistrement d'une décote calculée par référence à des prix de marché constatés sur ces créances ou des créances de même nature et de mêmes caractéristiques ayant fait l'objet de transactions récentes. Les charges et produits relatifs à la gestion des décotes sur les créances restructurées sont inscrits en coût du risque.

#### **8. Dépréciations sur encours**

Conformément aux règles en vigueur, chaque créance douteuse est estimée à son risque de non-recouvrement à la clôture de l'exercice. Les critères d'appréciation des risques que nous avons défini, sont basés sur l'environnement économique et politique d'une part, sur la nature intrinsèque de la créance d'autre part, mais aussi sur la cotation de la créance sur un marché réglementé s'il y a lieu. Les intérêts impayés, ainsi que les intérêts courus sur les encours douteux non compromis sont intégralement provisionnés.

#### **9. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- Comptes ordinaires, comptes et avances à terme.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

#### **10. Provisions pour risques et charges**

La Banque BIA applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions, à savoir :

- Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de manière précise ;
- Une provision est comptabilisée dans les états financiers lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite envers un tiers résultant d'un événement passé, dont il est probable ou certain qu'il provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers et que cette sortie de ressources peut être estimée de façon fiable.

Les provisions comptabilisées au passif du bilan comprennent notamment les provisions relatives aux risques pays, aux engagements de retraite et de médaille du travail, aux litiges et aux risques divers.

#### **11. Provisions pour risques pays**

La méthodologie interne de la BIA consiste à attribuer une note sur la base des trois critères suivants :

- Un critère basé sur une note à moyen terme émanant d'experts externes reconnus travaillant dans le cadre de l'OCDE,
- Un critère basé sur une note court terme déterminée par la COFACE sous la désignation de rating@pays,
- Un critère d'événements graves.

Chaque critère détermine un certain nombre de points dont la somme donne la note pays finale. Cette note est comprise entre 2 (la meilleure) et 41 (la plus dégradée).

La base provisionnable est constituée des opérations suivantes :

- Toutes les opérations financières quelle que soit la durée, hors opérations interbancaires,
- Toutes les opérations interbancaires d'une durée résiduelle supérieure à 6 mois,
- Toutes les opérations commerciales d'une durée résiduelle supérieure à 12 mois.

Des réducteurs de risques peuvent s'appliquer sur la base provisionnable.

La provision risque pays est ensuite calculée par la multiplication de la base provisionnable par le taux pays correspondant.

Au 31 décembre 2023, le stock de provision pour risques pays est de 2,5 millions d'euros.

#### **12. Engagements sociaux**

Les dispositions réglementaires relatives aux régimes des retraites complémentaires obligatoires sont appliquées à travers les cotisations, comprises dans les charges de l'exercice, versées à des organismes de retraite prévus par la Convention Collective.

Les engagements de retraite font l'objet d'un provisionnement, selon l'option prescrite aux dispositions de l'article L123.13 du code de commerce.

En application de la recommandation CNC n° 03 – R – 01 les engagements relatifs aux médailles du travail sont comptabilisés en charges de l'exercice.

Les cotisations sociales suivant la législation en vigueur relatives aux engagements sociaux font également l'objet d'un provisionnement.

### 13. Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus. Il présente également les engagements liés aux opérations de Crédit Documentaire.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour la Banque BIA.

### 14. Changement de méthode comptable et de présentation

Les comptes de l'exercice sont présentés selon le format découlant de l'application des dispositions du règlement ANC 2014-07.

Aucun changement de méthode n'est intervenu sur l'exercice.

En 2023, les sommes versées au titre des accords transactionnels dans le cadre de litiges prud'homaux ont été classés au niveau des frais de personnel alors qu'ils étaient précédemment portés en charges exceptionnelles.

### 15. Faits marquants de l'exercice

Au cours de l'exercice 2023, les principaux faits marquants sont les suivants :

#### a. Contexte macro-économique

Le contexte de hausse de taux a eu des effets importants sur le produit net bancaire, tel que détaillé dans le paragraphe « Informations complémentaires | 17. Produit net bancaire ». Les principales causes sont :

- Un effet prix avec la hausse des taux
- Un effet volume, la Banque BIA ayant bénéficié de ressources complémentaires placées à des conditions favorables, sur des prêts au jour le jour ou à terme.

Par ailleurs, au regard du conflit Russo-Ukrainien, la Banque BIA a revu ses principales expositions.

#### b. Contrôle fiscal

La BIA a reçu le 27 juin 2022 la notification de la mise en œuvre d'un contrôle fiscal. Une proposition de rectification a été reçue le 21 avril 2023 portant sur la période du 01/01/2019 au 31/12/2021, ainsi que sur les déclarations de TVA portant sur la période du 01/01/2019 au 30/04/2022.

La Banque BIA conteste la quasi-totalité des points soulevés.

Une provision à ce titre a été enregistrée dans les comptes arrêtés au 31 décembre 2023.

#### c. Changement de gouvernance

Au cours de l'exercice, la gouvernance a évolué avec la nomination d'un nouveau Directeur Général et d'un nouveau Directeur Général Délégué.

### 16. Événements postérieurs à la clôture

Un contrôle URSSAF 2023 s'est déroulé au cours du 4ème trimestre 2023, au regard des échanges en cours, la notification de redressement porterait sur un montant de 57 milliers euros.

L'Assemblée Générale de janvier 2024 a décidé de proroger la durée de la société de 50 ans, jusqu'en 2074.

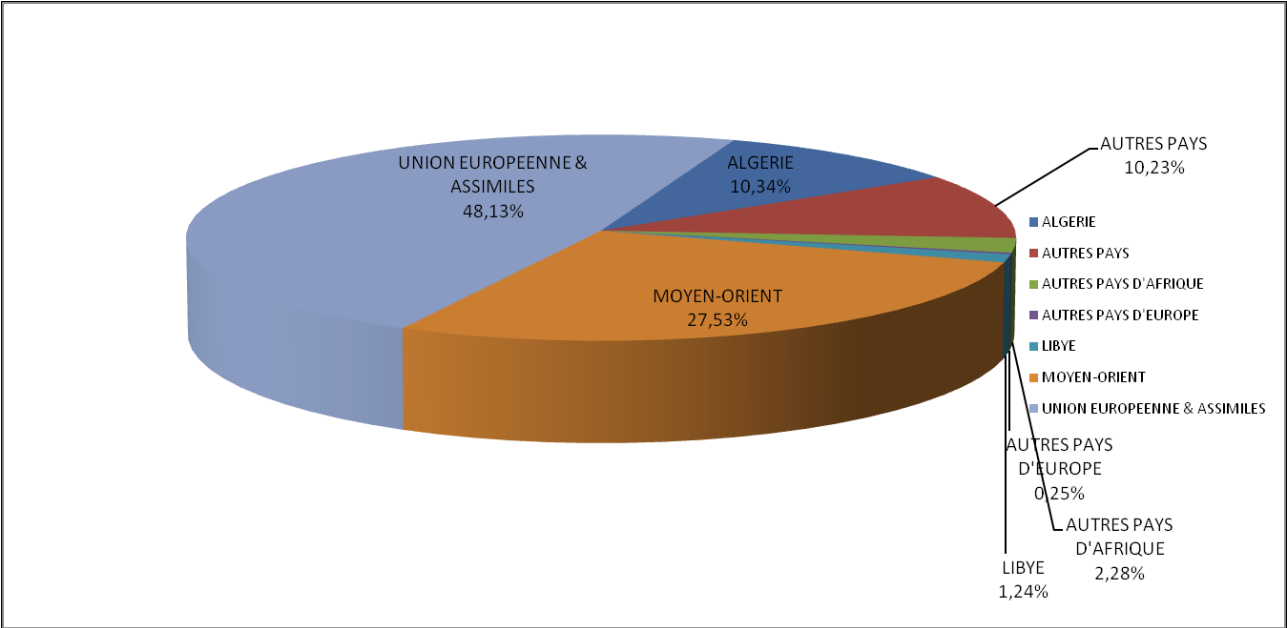
## IV. — Informations complémentaires aux comptes annuels au 31 décembre 2023

### 1. Total du bilan

En clôture, le total de bilan est stable et s'élève à 568.381K€ contre 372.797 K€ à fin 2022.

2. Répartition géographique des créances

La répartition géographique des créances brutes reste quasiment inchangée d'un exercice sur l'autre. Les créances sur l'Union Européenne représentent toujours la majeure partie du total des créances à 48%, les créances sur le Moyen Orient représentent 28% et les créances sur l'Algérie représentent 10% du total.



3. Opérations de trésorerie et opérations interbancaires

Les comptes ordinaires débiteurs incluent essentiellement nos avoirs à vue chez les correspondants.

Les comptes et prêts à terme sont constitués majoritairement d'opérations de trésorerie interbancaires à court terme et de placement auprès de l'institut d'émission.

Les créances bancaires sur pays hors OCDE ressortent à 168.111 K€ et les provisions venant en diminution des actifs concernés s'établissent à 38.215 K€.

Au 31 Décembre, il n'y a pas de créance sur nos actionnaires recensée à l'actif du bilan.

Les opérations de trésorerie et opérations interbancaires se décomposent ainsi :

Actif (En milliers d'Euros)	2023	2022
Caisse	465	479
Dépôts à vue auprès des Instituts d'émission	3 993	2 796
Comptes ordinaires	12 914	37 602
Comptes et prêts à terme	426 122	147 547
Créances rattachées Prêts banques	1 274	553
Valeurs reçues en pensions à terme	0	0
Créances douteuses	828	1 195
Total	445 595	190 171

Décomposition des opérations interbancaires (Durée restant à courir)

(En milliers d'Euros)	Op. Au jour le jour	Durée résiduelle <= à 1 mois	Durée résiduelle > 1 mois et <= à 3 mois	Durée résiduelle > 3 mois et <= à 6 mois	Durée résiduelle > 6 mois et <= à 1 an	Durée résiduelle > 1 an et <= à 5 ans	Durée résiduelle > 5 ans
Prêts à terme interbancaires et prêt	217 845	109 579	37 090	53 715	6 629	1 265	0

La hausse des encours interbancaires est due d'une part au remplacement issu de la réallocation de notre portefeuille titres et d'autre part à la forte hausse de nos ressources.

#### 4. Créances sur la clientèle

Les créances sur la clientèle sont composées des créances commerciales, des crédits et autres concours à la clientèle et des comptes ordinaires débiteurs.

Les créances rattachées sont agrégées à chacune des principales rubriques du bilan.

Les créances clientèle sur pays hors OCDE ressortent à 19.091 K€. Les décotes et provisions afférentes à ces actifs ressortent respectivement à 751 K€ et 14.313 K€.

(En milliers d'euros)	2023	2022
Créances commerciales	0	0
Crédits à la clientèle	94 201	101 110
Prêts terme à la clientèle finance	0	0
Comptes ordinaires	1 761	4 045
Créances douteuses nettes	3 086	14 769
Créances rattachées	7	12
<b>Total</b>	<b>99 055</b>	<b>119 937</b>

(En milliers d'Euros)	Durée résiduelle ≤ à 1 mois	Durée résiduelle > 1 mois et ≤ à 3 mois	Durée résiduelle > 3 mois et ≤ à 6 mois	Durée résiduelle > 6 mois et ≤ à 1 an	Durée résiduelle > 1 an et ≤ à 5 ans	Durée résiduelle > 5 ans
Créances clientèle	1 161	18 236	54 236	20 071	481	14

#### 5. Titres

##### Récapitulatif au 31 décembre 2023 (en milliers d'euros)

Intitulé	Valeur nette comptable 2022	Valeur nette comptable 2023
Titres placement	39 358	18 003
Titres de participation	143	97
Titres d'investissement		1 959
Titres douteux		262
<b>Total général</b>	<b>39 502</b>	<b>20 320</b>

Intitulé (En milliers d'Euros)	Base provisionnable			Provisions			Prime et Décote	Valeur nette comptable en K€ au 31/12/2023	% Prov	Valeur au 31/12/2023	Plus-value latente
	Montant au 31/12/2023 en K€	Montant au 31/12/2022 en K€	Variation 2022 / 2021 en K€	Stock 31/12/2023 en K€	Stock 31/12/2021 en K€	Variation 2022 / 2021 en K€					
Titres de placement	23 682	45 785	-22 103	(7 086)	(8 208)	1 122	1 407	18 003	29,92%	18 003	259
Titres de participation	428	443	-15	(330)	(300)	-31		97	77,27%	97	
Titres d'investissement	2 016		2 016	(58)		-58	1	1 959	2,89%	1 959	
Titres douteux	523		523	(262)		-262		262	50,00%	262	
<b>Total général</b>	<b>26 648</b>	<b>46 228</b>	<b>-22 119</b>	<b>(7 736)</b>	<b>(8 508)</b>	<b>1 091</b>	<b>1 408</b>	<b>20 320</b>	<b>29,03%</b>	<b>20 320</b>	<b>259</b>

Le portefeuille titres est classé en titres de placement, titres d'investissements et titres de participations, celui-ci est composé pour l'essentiel :

1. De titres de type obligataires investisseur des États européens pour 1,7 millions d'euros, des grandes entreprises pour 4,5 millions d'euros, et de 13,6 millions d'euros sur des établissements bancaires.
2. D'un titre de participation à l'étranger libellés en USD.

Les obligations détenues sont soit classées en titres de placement soit en titres d'investissement selon l'objectif de conservation des titres jusqu'à l'échéance.

Au 01 avril 2023, à la mise en place de son portefeuille d'investissement la BIA a décidé de transférer trois titres détenus en portefeuille de placement en portefeuille d'investissement.



Le tableau d'échéances des titres est le suivant :

Récapitulatif au 31 décembre 2023  
(en milliers d'euros)

Intitulé	Sans échéance et créances rattachées	Montant					
		Échu	< 1 an	Entre 1 à 3 ans	Entre 3 à 5 ans	Entre 5 à 10 ans	> à 10 ans
Titres de placement	1 405			963	14 653	982	
Titres d'investissement	16		1 489		453		
Titres de participation	97						
Titres douteux		262					
Total général	1 518	262	1 489	963	15 106	982	

Récapitulatif au 31 décembre 2023  
(Hors Créances rattachées et comptes de règlement)  
(en milliers d'euros)

Intitulé	Nature des titres de placement	Encours brut	Provisions	Prime / décote	Risque net au 31/12/2023 en K€	% de Couverture	Valeur de marché au 31/12/2023	Plus-value latente	+ ou - value %
Titres placement Revenu Fixe		20 004	-2 871	1 408	18 540	-7,32%	18 540		
Titres placement Revenu Variable		5 520	-4 273		1 248	77,40%	1 506	259	20,72%
Encours douteux		523	-262		262				
Total général		26 047	-7 405	1 408	20 049	23,03%	20 046	259	

TITRES DE PARTICIPATIONS AU 31/12/2023

ARAB FINANCIAL SERVICES/MANAMA (BAHREÏN)

Cette société au capital social de USD 128.000.000, bénéficie du statut de banque d'investissement. Notre participation est de 0,36% soit 463.700 USD.

La BIA n'a pas comptabilisé de dividende depuis 2018 sur ce dossier. En 2023, la banque a procédé au regard de la situation de l'évolution de l'actif net de la société, à l'enregistrement d'une dotation aux provisions de 42 K€.

Situation titres participations au 31/12/2023

Récapitulatif titres de participations en milliers d'euros

Libellés opérations	Part BIA	Valeur brute	Provisions	Valeur nette comptable	Situation nette	Plus ou - valeurs latentes
AFS	0,36 %	420	-330	89	89	0
Total général		420	-330	89	89	0

6. Typologie des Créances Douteuses

Par classe d'actifs, la répartition des créances douteuses se décompose ainsi :

Intitulé	Créances					Provisions					Risque net en K€	% Couverture
	Créances au 31/12/2023 en K€	Créances au 31/12/2022 en K€	Variation 2023/2022 due à la variation de change	Variation 2023/2022 en K€ due à la variation de créance	Total Variation 2023/2022 en K€	Stock 31/12/2023 en K€	Stock 31/12/2022 en K€	Variation 2022/2022 en K€ due à la variation de change	Variation 2022/2022 en K€ due à la variation de créance	Total Variation 2023/2022 en K€		
Etablissements de crédits	39 042	35 413	3 629		3 629	38 215	34 219	3 638	358	3 996	858	-97,9%
Cliénèle	20 906	29 918	-400	-8 611	-9 011	17 541	15 156	-241	2 626	2 385	3 365	-83,9%
Total général	59 949	65 331	3 229	-8 611	-5 382	55 756	49 375	3 397	2 984	6 381	4 193	-93,0%

En application des dispositions du règlement CRC 2014-07, les encours douteux bruts sont présentés selon la répartition suivante :

- zones géographiques

Encours douteux compromis (en milliers d'euros)

ZONES	Encours Bruts en milliers d'Euros 2023	Provisions en milliers d'Euros 2023	Encours Nets en milliers d'Euros 2023	31/12/2023	Encours Nets en milliers d'Euros 2022	31/12/2022
EUROPE	966	866	100	8%	125	5%
MOYEN ORIENT	40 773	40 014	758	62%	1 492	60%
PAYS AFRICAINS	3 202	3 202	0	0%	141	6%
AUTRE PAYS	8 995	8 638	358	29%	715	29%
TOTAL	53 936	52 720	1 216	100%	2 473	100%

AGENTS ECONOMIQUES	Encours Bruts en milliers d'Euros 2023	Provisions en milliers d'Euros 2023	Encours Nets en milliers d'Euros 2023	31/12/2023	Encours Nets en milliers d'Euros 2022	31/12/2022
BANQUES	39 042	38 215	858	68%	1 195	48%
ENTREPRISES	12 171	12 087	84	7%	970	39%
ETATS	2 226	2 226				
PARTICULIERS	496	192	304	25%	308	12%
Total	53 936	52 720	1 216	100%	2 473	100%

Encours douteux non compromis (en milliers d'euros)

ZONES	Encours Bruts en milliers d'Euros 2023	Provision en milliers d'Euros 2023	Encours nets en milliers d'Euros 2023	31/12/2023	Encours Nets en milliers d'Euros 2022	31/12/2022
EUROPE	1 070	0	1 070	35,93%	4 693	34,81%
AUTRES PAYS D'EUROPE	523	262	262	8,78%		
ALGÉRIE						
MOYEN ORIENT	4 805	3 158	1 646	55%	8 541	63%
PAYS AFRICAINS					251	2%
Total	6 398	3 420	2 978	100%	13 485	100%

AGENTS ÉCONOMIQUES	Encours Bruts en milliers d'Euros 2022	Provisions en milliers d'Euros 2023	Encours Nets en milliers d'Euros 2023	31/12/2023	Encours Nets en milliers d'Euros 2022	31/12/2022
ENTREPRISES	6 398	3 420	2 978	100,00%	13 485	100,00%
Total	6 398	3 420	2 978	100%	13 485	100%

## 7. Autres actifs et comptes de régularisation

Au 31 Décembre 2023, les autres actifs et comptes de régularisation sont ventilés comme ci-après :

ACTIF (En milliers d'Euros)	2023	2022
<b>Autres actifs</b>	<b>1 684</b>	<b>20 569</b>
Débiteurs divers	45	128
État (IS et TVA)	1 639	20 441
Dépôts et cautionnements constitués	1	0
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>911</b>	<b>1 728</b>
Valeurs à l'encaissement	0	0
Ajustement devises	0	0
Charges payées d'avance	319	303
Produits à recevoir	591	868
Report/déport à recevoir	0	0
Écritures à régulariser	1	557

Les autres actifs à fin 2022 comprenaient les versements réalisés au titre d'un redressement fiscal pour 19 190 k€. Les recours juridiques possibles étant épuisés, cette créance a été passée en perte sur 2023, la provision pour risque constituée pour le même montant pour couvrir le risque de non-recouvrement a été reprise parallèlement (cf. note 12).

## 8. Immobilisations et Amortissements

En valeur brute avant amortissements, le stock des immobilisations incorporelles, constitué essentiellement de logiciels informatiques, atteint 2.728K€ et celui des immobilisations corporelles est de 7.399K€ et ressortent en hausse d'un exercice sur l'autre.

*Valeurs immobilisées*

(en milliers d'euros)	Montant à fin 2022	Acquisitions	Cessions Rebuts	Montant à fin 2023
Immobilisations incorporelles	2 709	19		2 728
Immobilisations corporelles	7 325	75		7 399
Bien immobilier hors exploitation	0			0
<b>TOTAL</b>	<b>10 034</b>	<b>93</b>	<b>0</b>	<b>10 127</b>

Conformément au règlement ANC 2014-03, les amortissements sont calculés en fonction de la durée d'utilisation des biens, uniquement en mode linéaire.

*Amortissements / provisions*

(En milliers d'Euros)	Montant à fin 2022	Dotations	Reprises sur Cessions	Montant à fin 2023
Amortissements immobilisations incorporelles	2 659	33		2 692
Amortissements immobilisations corporelles	6 484	122		6 606
Provision/bien immobilier hors exploitation	0			0
<b>Total</b>	<b>9 143</b>	<b>155</b>	<b>0</b>	<b>9 298</b>

## 9. Dettes envers les établissements de crédit

A fin 2023, le niveau des ressources interbancaires est en augmentation à 221 millions d'euros contre 65 millions d'euros à fin 2022.

Les dépôts à vue des banques sont essentiellement composés de comptes ordinaires de banques étrangères, principalement issus des pays de nos banques actionnaires.

Les dettes bancaires sur pays hors OCDE épousent la tendance générale et ressortent à 204.213 K€, ce qui représente 92% du total.

## PASSIF

(en milliers d'€uro)	2023	2022
Comptes ordinaires	21 723	17 932
Comptes et emprunts à terme	193 351	47 187
Dettes rattachées	1 248	423
<b>Total</b>	<b>216 321</b>	<b>65 543</b>

(En milliers d'Euros)	Durée résiduelle ≤ à 1 mois	Durée résiduelle > 1 mois et ≤ à 3 mois	Durée résiduelle > 3 mois et ≤ à 6 mois	Durée résiduelle > 6 mois et ≤ à 1 an	Durée résiduelle > 1 an et ≤ à 5 ans	Durée résiduelle > 5 ans
Emprunts à terme interbancaires	100 478	2 078	19 099	71 697	0	0

## 10. Comptes créditeurs de la clientèle

## OPÉRATION CLIENTÈLE

(En milliers d'€uro)	2023	2022
Comptes ordinaires clientèle	118 556	53 963
Dépôts de garantie	1 151	518
Comptes créditeurs à terme	98 584	101 807
Dettes rattachées	4 392	10
Autres sommes dues	0	0
<b>Total</b>	<b>222 683</b>	<b>156 298</b>

En clôture, le niveau des ressources clientèle s'inscrit en hausse d'un exercice sur l'autre et ressort à 222.683 K€ contre 156.298 K€ en 2022.

Le niveau des dépôts à vue et à terme de la clientèle des pays hors OCDE ressort à 125.110K€ et représente 56% de l'encours total des comptes créditeurs de la clientèle.

## Comptes créditeurs à terme et dépôt de garantie (Durée restant à courir)

(En milliers d'Euros)	Durée résiduelle ≤ à 1 mois	Durée résiduelle > 1 mois et ≤ à 3 mois	Durée résiduelle > 3 mois et ≤ à 6 mois	Durée résiduelle > 6 mois et ≤ à 1 an	Durée résiduelle > 1 an et ≤ à 5 ans	Durée résiduelle > 5 ans
Comptes créditeurs à terme	96 435	663	35	2 603	0	0

## 11. Autres passifs et comptes de régularisation

A la clôture, le détail des soldes des rubriques autres passifs et comptes de régularisation est le suivant :

Passif (En milliers d'Euros)	2023	2022
<b>Autres passifs</b>	<b>1 191</b>	<b>1 720</b>
Créditeurs divers	418	1 057
État (TVA-PL)	9	66
Charges sociales à payer	765	597
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>7 116</b>	<b>2 637</b>
Comptes exigibles après encaissement	1	27
Ajustement devises	0	0
Produits constatés d'avance	2 804	1 173
Charges à régler	985	1 235
Report/déport à payer	0	0
Écritures à régulariser – compte de passage	3 326	202

**12. Provisions pour risques et charges**

Les provisions pour risques et charges sont composées de provisions risques pays, de provisions pour risque fiscal, de provisions de nature sociale (engagements de fin de carrière, indemnités de détachement et risques prud'homaux) et de provisions diverses.

**Récapitulatif au 31 décembre 2023 des provisions pour risques et charges**  
(En milliers d'Euros)

Intitulé	Provisions		
	Stock 31/12/23 en K€	Stock 31/12/22 en K€	Variation de stock 21/20 en K€
Risques pays	2 482	2 858	-376
Provision à caractère Fiscal	988	19 190	-18 201
Provision à caractère Social	1 709	4 344	-2 635
Autres provisions pour risques et charges	25	167	-142
<b>Total général</b>	<b>5 205</b>	<b>26 559</b>	<b>-21 354</b>

La provision pour risque fiscal existant à fin 2022 pour un montant de 19 190 k€ destinée à couvrir en totalité la créance portée à l'actif pour le même montant et relative aux impôts mis en recouvrement au titre d'un contrôle fiscal qui ne peut plus être remis en cause a été reprise en totalité en 2023.

Une reprise de provision de 2,8 millions a été enregistrée en 2023. Cette reprise de provisions à caractère social vient en diminution des montants versés au titre de la prime de détachement au départ d'un membre de la Direction Générale.

En application de la recommandation ANC RECO n°2013-02 du 7 novembre 2013 relative au traitement comptable des engagements de retraite et avantages similaires, une reprise de provisions de 56 K€ au titre des engagements de retraite a été enregistrée. Cette provision a été calculée selon les méthodes usuellement retenues en pareille matière basées sur la probabilité de départ en retraite du personnel, à l'âge de 66 ans pour les techniciens et 68 ans pour les cadres, actualisée au taux de 3,2%.

**13. Dettes Subordonnées**

Néant.

**14. Fonds propres et résultat de l'exercice**

Intitulé	31/12/2022	31/12/2023
Capital souscrit	158 100	158 100
Réserves	1 816	1 816
Report à nouveau (+/-)	(26 725)	(39 876)
Résultat de l'exercice (+/-)	(13 151)	(4 175)
<b>Total général</b>	<b>120 040</b>	<b>115 865</b>

Le capital social, entièrement libéré, est de 158.100 K€, soit 10.540.000 actions d'une valeur nominale de 15 euros chacune.

Les autres fonds propres sont négatifs et ressortent à -38.060K€, décomposés comme suit :

- Report à nouveau : -39.876K€
- Réserve légale : 1.816K€

A l'arrêté des comptes, le bénéfice net de l'exercice, après calcul de l'IS, ressort négatif à -4.175K€.

L'affectation de ce résultat est proposée de la façon suivante :

- 4.175K€ sera porté en report à nouveau. Le solde débiteur du report à nouveau sera donc à 44.051K€.

**15. Engagements hors-bilan**

**Les engagements de financement** se décomposent ainsi :

**Montant à fin 2023**

(En milliers d'Euro)	2023	2022
Ouvertures de crédits documentaires	0	0
Autres ouvertures de crédits confirmés	5 257	3 710
Acceptations à payer ou engagements de payer	0	0
<b>Total</b>	<b>5 257</b>	<b>3 710</b>

Au 31 Décembre 2023, le niveau des encours relatifs aux engagements de financement est très faible.  
Le niveau des engagements avec les banques actionnaires est de 2.464 K€.

**Les engagements de garantie** se décomposent ainsi :

**Montant à fin 2023**

(En milliers d'Euro)	2023	2022
Confirmations ouvertures de Crédoc	75 270	83 440
Autres garanties ordre établissements de crédit	9 411	8 863
Autres engagements irrévocables établissements de crédit	99 587	103 230
Autres garanties ordre de la clientèle	3 314	5 068
<b>Total</b>	<b>187 582</b>	<b>200 601</b>

En clôture au 31 Décembre 2023, le niveau des engagements de garantie se situe en baisse de 7%.

Le niveau des engagements avec les banques actionnaires ressort en baisse à 60.241 K€ à fin 2023 ; les engagements avec les actionnaires représentent 32% du total.

**Les engagements reçus en garantie** se décomposent comme suit :

(En milliers d'€uro)	2023	2022
Garanties reçues des établissements de crédit	20 801	10 733
Garanties reçues des sociétés d'assurances et administrations	0	0
<b>Total</b>	<b>20 801</b>	<b>10 733</b>

Par ailleurs, la LFB a mis en place en date du 21 décembre 2023 un gage espèce de 75 millions de dollars afin de couvrir le risque de crédit et accompagner le développement commercial en cours.

**16. Actifs grevés / non grevés**

La banque BIA n'a aucun actif grevé à fin 2023.

**17. Produit net bancaire**

Ventilation du PNB (en milliers d'Euros)	Charges (-)	Produits (+)	Total (+ ou -)	Total 2022
	<b>-9 610</b>	<b>19 247</b>	<b>9 637</b>	<b>5 172</b>
<i>Banque</i>	-3 349	12 833	9 484	2 263
<i>Clientèle</i>	-6 261	5 075	-1 185	1 538
<i>Titres</i>		235	235	245
<i>Assimilés à commissions</i>		1 103	1 103	1 125
<b>+ REVENUS DES TITRES À REVENU VARIABLE</b>	<b>0</b>	<b>62</b>	<b>62</b>	<b>0</b>
<i>dont Titres</i>		0	0	0
<b>ST INTERESTS, REVENUS ET PRODUITS ASSIMILÉS</b>	<b>-9 610</b>	<b>19 309</b>	<b>9 699</b>	<b>5 172</b>
<b>+/- COMMISSIONS</b>	<b>-217</b>	<b>931</b>	<b>714</b>	<b>706</b>
<i>Banque</i>	-199	1	-198	-150
<i>Clientèle</i>	0	147	146	186
<i>Titres</i>	-17		0	0
<i>Engagements par signature</i>	-2			
<i>Divers</i>	0	784	784	671
<b>+/- GAINS OU PERTES OP. DES PORTEF. DE NÉGOCIATION</b>	<b>-131</b>	<b>173</b>	<b>42</b>	<b>175</b>
<b>+/- GAINS OU PERTES OP. DES PORTEF. DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS</b>	<b>-1 433</b>	<b>2 267</b>	<b>834</b>	<b>-5 637</b>
<b>+ AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>		<b>20</b>	<b>20</b>	<b>19</b>
<b>TOTAL</b>	<b>-11 390</b>	<b>22 701</b>	<b>11 310</b>	<b>435</b>

A fin 2023, le PNB ressort en forte hausse : 11.310 milliers d'euros contre 435 milliers d'euros à fin 2022. Les principaux facteurs de cette variation sont principalement :

- Une hausse de 87% des produits nets d'intérêts et des produits assimilés (+4.527 K€)
- Des commissions stables (714 K€ contre 706 K€ en 2022)
- Une hausse des gains nets issus du portefeuille de placement et assimilés qui ressortent à +834 milliers d'euros contre -5.637 milliers d'euros à fin 2022. Les revenus sur titres de placement (+ 518 K€) et les étalements de primes et décotes sur titres (-326 K€) sont repris dans le poste : Intérêts, Revenus et produits assimilés.
- Les gains ou pertes sur opérations de négociation portent uniquement sur les opérations de change.

**Récapitulatif du poste "Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés"****Au 31 Décembre 2023**

(en milliers d'euros)

Intitulé	Charges	Produits	Montants nets 2023	Montants nets 2022
Plus ou moins-value de cession sur titres de placement	-16	83	67	-2 841
Dotations et reprise de provisions sur titres de placement	-1 416	2 184	768	-2 795
Dotations et reprise de provisions sur titres de participations	0	43	43	0
<b>Total</b>	<b>-1 433</b>	<b>2 310</b>	<b>877</b>	<b>-5 637</b>

**18. Charges générales d'exploitation**

Les charges générales d'exploitation se décomposent de la façon suivante :

(En milliers d'Euros)	2023	2022
Salaires et traitements	6 554	4 077
Charges sociales	2 615	2 090
Intéressement et participation des salariés	37	38
Provisions nettes à caractères sociaux	-2 635	158
Impôts, taxes et versements assimilés s/rémunérations	326	403
<b>Sous total charges de personnel</b>	<b>6 897</b>	<b>6 765</b>
Autres impôts et taxes	260	-113
Locations	5	3
Transports et déplacements	286	219
Autres services extérieurs	4 980	4 762
Charges refacturées	0	0
<b>Sous total autres charges d'exploitation</b>	<b>5 531</b>	<b>4 871</b>
<b>Total</b>	<b>12 428</b>	<b>11 636</b>

- Les charges globales d'exploitation ressortent en hausse de 7% d'un exercice sur l'autre à 12,4 millions d'euros contre 11,6 millions d'euros l'an dernier.
- Les charges de personnel sont en hausse de 2% à 6,9 millions d'euros contre 6,8 millions d'euros l'an dernier. Elles comprennent les sommes versées au titre de litiges prud'homaux ou d'indemnités transactionnelles.
- La reprise de provisions à caractère social vient en diminution des montants versés au titre de la prime de détachement au départ d'un membre de la Direction Générale.
- Les autres charges d'exploitation ressortent en hausse de 14% à 5,5 millions d'euros contre 4,9 millions d'euros en 2022.
- Aucune charge à refacturer aux actionnaires n'a été comptabilisée cette année. Le solde du compte relatif aux charges à refacturer ressort à 218 K€ et reste dans l'attente d'un règlement.
- Pour 2023, les honoraires des commissaires aux comptes relatifs au contrôle légal des comptes s'élèvent à 199.500 euros HT, en diminution par rapport à 2022.

**19. Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations**

- La dotation annuelle des amortissements et provisions des immobilisations est en baisse de 33% et ressort à 155 K€

**20. Coût du risque**

Les mouvements relatifs à la variation du coût du risque sont repris ci-après :

Coût du risque (en Milliers d'Euros)	Charges	Produits	Montant net 2023	Montant net 2022
Créances Douteuses Banques	-4 150	3 791	-358	0
Créances Douteuses Clientèle	-2 790	538	-2 253	-2 397
Titres Douteux	-262	0	-262	
Engagements par signature				
Risques Pays	-290	626	335	-838
Autres risques et charges	0	137	137	0
Décote enregistrée sur créances restructurées		745	745	772
Dotations aux provisions sur titres de participations	-41		-41	0
Pertes sur créances irrécupérables	-258	0	-258	0
<b>Total Coût du Risque</b>	<b>-7 790</b>	<b>5 837</b>	<b>-1 954</b>	<b>-2 464</b>

Le coût du risque enregistre cette année une dotation nette de provision de 1.954 K€ contre une reprise nette l'an dernier de 2.464 K€.  
L'amortissement des décotes sur les créances restructurées a permis d'enregistrer un produit de 745K€.



21. Gains ou pertes sur actifs immobilisés

Récapitulatif du poste "Gains ou pertes sur actifs immobilisés"  
Au 31 Décembre 2023  
(en milliers d'euros)

Intitulé	Montants nets 2023	Montants nets 2022
Total	43	938

Le montant de 2023 est dû à l'amortissement de la provision concernant les titres de placement transférés au cours de l'année 2023 en titres d'investissement. Le montant net de 2022 était relatif à la cession des titres d'AICHT.

22. Éléments exceptionnels

Le résultat exceptionnel ressort positif à 8 K€.

23. Opérations de change à terme

A la clôture de l'exercice, Il n'y avait pas d'opérations à terme non dénouées.

24. Situation fiscale de la banque

Le résultat fiscal 2023 est de : -4.545.474 euros.

Le déficit reportable s'élève à : 41.204.200 euros.

25. Rémunération des organes de direction

Le montant global des rémunérations allouées, charges sociales incluses au titre de l'exercice, à l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction s'élève à 2.912.193 euros pour 2023.

26.Parties liées

En 2023, les principales transactions avec les parties liées (actionnaires, mandataires, administrateurs) concernent notamment la rémunération des organes de direction (cf. § 25), certaines refacturations de frais aux actionnaires (cf. § 18), et certains engagements hors-bilan (cf. § 15).

27. Effectif de la Banque BIA

En moyenne sur 2023, les effectifs de la Banque (hors DG et apprentis) sont répartis de la façon suivante :

	Moyenne
Cadre	31
Non cadre	6
Total	37
Homme	14
Femme	23
Total	37

V. — Attestation des commissaires aux comptes relative à la publication des comptes individuels annuels  
(Exercice clos le 31 décembre 2023)

Au Président du Conseil d'Administration

Sur la base de notre audit des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 de la société Banque BIA et conformément à l'article 3111-2 du règlement ANC n°2014-07, nous attestons que les comptes annuels individuels publiés au présent Bulletin des annonces légales obligatoires sont conformes à ceux qui ont fait l'objet de notre opinion dans notre rapport sur les comptes annuels.